

D 748 COLOMBIE: QUERELLE AUTOUR DU  
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Une querelle politico-religieuse vient d'agiter les milieux gouvernementaux et ecclésiastiques du pays en octobre dernier. Elle a pris naissance dans le scandale provoqué par la réception fastueuse offerte en juin 1981, par le Club du commerce de la ville de Cúcuta au président de la République à l'occasion de sa réunion avec les gouverneurs du pays. On a parlé d'un banquet de six millions de pesos, soit quelque 350.000 F., et d'un "comportement scandaleux" du chef de l'Etat, sans autres précisions.

Les critiques sur ce point ont rebondi à l'occasion de la publication, le 28 août suivant, du "Message pastoral" des évêques colombiens au terme de leur assemblée annuelle. En effet, dans le chapitre consacré à "l'état moral du pays", une phrase a été interprétée comme étant une critique du train de vie de certaines autorités publiques, dont le président de la République.

On lira ci-dessous le chassé-croisé des lettres diverses publiées à cette occasion.

— Note DIAL —

1- Lettre de Mgr Pedro Rubiano au Club du commerce de Cúcuta (9 juillet 1981)

Monsieur Carlos Mutis Duplat  
président du Club de commerce

C'est très respectueusement que je réponds à votre demande du 6 juillet sur les raisons pour lesquelles ni le Père Cadavid ni un autre prêtre ne sont allés célébrer l'Eucharistie au Club du commerce le 21 juin dernier, pour la fête des pères.

Mon refus s'est basé sur des motifs pastoraux, c'est-à-dire qu'il s'inscrivait dans une perspective d'Eglise soucieuse d'accomplir une mission proprement religieuse et d'éclairer de la lumière de l'Evangile les réalités concrètes que nous vivons.

La fête que le gouvernement local a donnée dans les locaux du club en l'honneur du président de la République a dû être un honneur pour ce centre social respectable à tant de titres. Mais elle restera dans les annales du Club du commerce non pas comme une page éclatante, à l'égal de celle de son premier centenaire, mais comme une chronique honteuse en raison de l'attitude de celui qui, de par sa fonction, aurait dû être un exemple de comportement social et respecter la belle hospitalité offerte par le Club.

On dira que les discours sur la vie de la société sont l'occasion de situations aujourd'hui acceptées par bien des personnes. Je suis convaincu,

pour ma part, qu'il y a dans la société des valeurs qu'on n'a pas le droit de fouler aux pieds. Je sais que ni la direction ni le club ne sont responsables d'attitudes que la ville réprouve. Il me paraît préjudiciable que Cúcuta apparaisse comme ville frivole et légère aux yeux de ceux qui ne connaissent pas ses habitants, alors qu'elle cultive des valeurs qui font d'elle une cité fière et respectable.

Célébrer la Sainte-Messe au club huit jours après les faits que tout le monde connaît et réprouve, aurait été un acte pour le moins ambigu et cautionnant pratiquement ce que publiquement, dans l'église cathédrale, en toute fermeté et charité, j'ai qualifié d'offense à la ville et à ses habitants. Ce sont des circonstances différentes de celles de la célébration eucharistique pour le centenaire du club, dans la dignité, le respect et la foi, où l'action de grâces ne se prêtait pas à des interprétations ambiguës.

Il serait important pour le club que sa direction fasse connaître clairement son point de vue sur la malheureuse visite que le président de la République a rendue au Club du commerce à l'occasion de sa venue à Cúcuta. Cela renforcerait l'autorité morale de la direction du club dans des cas similaires (1).

Avec mes sentiments d'estime et de considération.

Mgr Pedro Rubiano Sáenz

## 2- Lettre du clergé de Cúcuta en solidarité avec l'évêque (9 octobre 1981)

Suite aux remous provoqués par la réunion des gouverneurs et M. Julio César Turbay Ayala, président de la République, le presbytérium du diocèse de Cúcuta se déclare solidaire de son évêque dans la tâche de formation morale et religieuse de l'Eglise locale de Cúcuta. Les considérations suivantes, il les fait non pour polémiquer ou s'ériger en juge des personnes, mais pour définir les critères pastoraux de son action parmi les fidèles et dans la société.

Il ne s'agit pas d'un jugement en responsabilité civile ou pénale dans lequel la caractérisation de la faute exige la véracité des preuves. Il s'agit essentiellement de qualifier un fait moral: le comportement public, constaté par l'opinion en général, du président de la République et de ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont été ou sont co-responsables d'actes et de prises de position dans le sens de la défense ou de la critique, que ce soit par le silence complice ou que ce soit grâce à la manipulations de certains médias.

Comme membres du presbytérium de Cúcuta, nous rappelons que notre mission et notre engagement sont aux côtés du Christ, de l'Eglise, de l'évangile et des fidèles: nous avons à évangéliser l'homme dans son intégralité, tel qu'il vit dans son contexte social, culturel, politique, économique, moral et religieux. Par principe nous professons une foi non pas théorique mais insérée dans la vie et placée sous le signe de l'engagement. C'est pourquoi nous nous élevons contre l'immoralité sous toutes ses formes, au plan des personnes comme à celui des lieux; nous nous élevons contre les injustices, l'exploitation de l'homme par l'homme, les pressions, la duplicité, le mensonge, l'impunité, l'atteinte aux lois et tout ce qui conduit l'homme à abuser de la liberté, comme si l'exercice de celle-ci ne comportait pas de limites et n'appelait pas la responsabilité.

---

(1) Le 3 octobre suivant, la direction du Club du commerce de Cúcuta faisait une déclaration de soutien total au président de la République (NdT).

C'est librement que nous recevons et recherchons ce que dit St Paul: "Frères, tout ce qu'il y a de vrai, de noble, de juste, de pur, d'aimable, d'honorable, tout ce qu'il peut y avoir de bon dans la vertu et la louange humaines, voilà ce qui doit vous préoccuper" (Ph 4, 8-9). En conséquence, notre mission doit être comprise en fonction de l'homme concret, que nous éduquons à la foi, dans le respect de la conscience des fidèles sans succomber à la tentation de les manipuler. Il est entendu que, bien que nous vivions dans une société politisée, le presbytérium de Cúcuta ne poursuit pas des buts politiques de parti; il ne recherche pas le prestige, la publicité, la position sociale et encore moins l'intérêt financier. Il ne fait pas partie de la bourgeoisie de promotion ou de ce qu'on appelle la haute société, dans laquelle le critère d'appartenance se mesure souvent au patrimoine, au capital, au revenu et à la capacité de consommation au détriment de la morale.

Mgr Rubiano écrivait dans sa lettre du 9 juillet à la direction du Club du commerce: "Il serait important pour le club que sa direction fasse connaître clairement son point de vue sur la malheureuse visite que le président de la République a rendue au Club du commerce à l'occasion de sa venue à Cúcuta". Or la direction a pris une position contraire à celle de notre évêque en publiant avec affectation son soutien, le 3 octobre, dans les termes suivants: "Il nous est particulièrement agréable de considérer le président de la République, à cette occasion, comme l'hôte d'honneur du Club du commerce, ce centre social de grande tradition qui réunit les personnalités les plus distinguées de la ville sur la base de l'extrême dignité et des bonnes moeurs".

Face à une telle position et à ce qui s'est produit au club, le presbytérium de Cúcuta doute que cette dite haute société puisse incarner les valeurs morales authentiques quand, par des titres, des décorations, de l'argent, du champagne, des jeux d'influence, des protections, une publicité contrôlée et unilatérale, quand ce n'est pas par des complaisances d'esprit ou de parti, on peut camoufler la saleté sous-jacente aux attitudes de ceux qui, dans l'ambiguïté, portent le nom de chrétiens.

Nous ne croyons pas non plus que quelqu'un, parce qu'il exerce un pouvoir transitoire, puisse acquérir le droit d'être intouchable sur des comportements qui sont en contradiction avec la fonction suprême et qui relèvent, non de la vie privée, mais bien de la vie publique, dans le cadre de clubs donnés.

La dignité est une attitude qui doit correspondre à la charge exercée, et non se baser sur des privilèges relevant d'une fonction éphémère. Si elle est une exigence éthique de l'exercice responsable d'une profession, à plus forte raison doit-elle caractériser ceux qui font les lois ou dont la profession est de gouverner. Comme le dit le récent "Message pastoral" de l'épiscopat: "Il faut préciser solennellement que l'homme de la fonction publique, ou le fonctionnaire, est responsable de l'image qui donne la mesure de l'épanouissement ou de la dégradation des valeurs de société. C'est pourquoi ses habitudes et ses actions, même si elles relèvent du fait ou du péché privé, mais accompli publiquement, possèdent la circonstance aggravante de proposer un modèle social nocif." (2)

---

(2) Ce passage du message des évêques est généralement interprété comme visant la personne du président de la République, suite au scandale de Cúcuta. C'est ce texte qui motive la lettre du premier magistrat de Colombie au cardinal de Bogotá (voir plus loin) (NdT).

En faisant état des critères qui nous guident dans notre prise de position, nous avons conscience que, bien que chargés d'inciter à la conversion, nous avons aussi nos propres failles; c'est pourquoi nous avons besoin de l'aide fraternelle de personnes droites et chrétiennes.

Ce que nous venons de dire en tant que presbytérium de Cúcuta n'est pas pour faire l'apologie de notre évêque; il n'en a pas besoin car ses réalisations, sa générosité chrétienne ou évangélique et ses actions sont déjà connues de la communauté ecclésiale. Ce que nous voulons, c'est lui témoigner notre solidarité totale et notre soutien inconditionnel à l'occasion de ses protestations au bénéfice de la morale et des bonnes moeurs.

Nous tenons également à féliciter, pour leur attitude valeureuse, les nombreux fidèles, membres du peuple de Dieu, qui s'élèvent contre de tels faits et manifestent publiquement leur adhésion aux protestations de l'évêque du diocèse. Ils sont vivement encouragés à continuer de dénoncer les situations d'immoralité quelles qu'elles soient.

Cúcuta, le 9 octobre 1981  
(suivent 36 signatures de prêtres)

### 3- Lettre des ministres en soutien du président de la République

Monsieur le Président,

Nous avons, de façon délibérée, décidé de garder le silence sur la campagne de rumeurs sans fondement déclenchée avec âpreté contre vous, et vous attribuant de prétendus actes qui se seraient produits au Club du commerce de la ville de Cúcuta, mais que personne n'a précisés et qui relèvent de ce que le Code pénal qualifie de calomnie.

Nous étions à vos côtés et en compagnie de centaines d'invités, lors de la réception donnée en juin dernier en votre honneur, à l'occasion de la conférence des gouverneurs. Pour des raisons évidentes, nous étions, Monsieur le Président, parmi les personnes les plus proches de vous. Nous avons partagé votre table et nous sommes donc les témoins exceptionnels de votre noble comportement.

Nous pensons que, s'il s'était produit quelque chose d'irrégulier, nous l'aurions su, ainsi que ceux qui assistaient à cette réception. Nous ne comprenons pas comment des actes qui se seraient prétendument produits en juin, ont pu provoquer quatre mois plus tard une vague de ragots propagés par des personnes qui, curieusement, n'ont pas assisté à cette réception.

En tant que collaborateurs du président de la République, nous nous devons de faire connaître la vérité et de protester contre la campagne tendancieuse et malveillante qu'on a cherché à monter contre votre illustre personne.

Vos compatriotes et amis.

(Suivent les signatures de 11  
ministres et 1 directeur de service)

4- Lettre du président de la République au cardinal de Bogotá

A Son Eminence Monsieur le Cardinal  
Anibal Muñoz Duque  
archevêque de Bogotá  
primat de Colombie

Eminence,

Je vous prie de m'excuser pour le dérangement que cette lettre peut vous causer.

Je tiens à vous faire savoir que, par le respect que je me dois à moi-même, je n'ai pas l'intention de prendre part au roman feuilleton de patelin pour absents qu'ont fait circuler des personnes n'ayant pas assisté à la réception offerte en mon honneur en juin dernier par le Club du commerce de Cúcuta, et ne pouvant donc être témoins honnêtes de quoi que ce soit, si ce n'est de ragots.

Le fait qui est à l'origine de cette lettre est certainement le seul qui pourrait me préoccuper, car je sais faire la distinction entre ce qui est purement paroissial et ce qui fait la valeur des décisions sages et autorisées de la conférence épiscopale. D'après l'article d'un journaliste de la capitale qui a interviewé Mgr Rubiano, article à l'origine de la déclaration du presbytérium de Cúcuta, on dit que des allusions concrètes à la conduite morale des catholiques, faites par la conférence épiscopale, ont été proposées et rédigées par Mgr Rubiano puis approuvées comme étant une censure de la conduite du premier magistrat de la nation (cf. note 2). J'ai l'impression que ces allusions revêtent un caractère parfaitement impersonnel, qu'elles n'ont pas été rédigées par l'évêque de Cúcuta et que ma conduite n'a jamais été mise en cause, comme le prétendent mes critiques ombrageux.

Votre témoignage, Eminence, serait des plus précieux pour moi-même et pour la nation, parce qu'il proviendrait de la plus haute autorité de l'Eglise colombienne et d'un pasteur dont personne ne peut mettre en doute la parole.

En vous remerciant par avance de votre réponse, Eminence, je vous témoigne tous mes respects d'ami et de compatriote.

Julio César Turbay Ayala  
président de la République

5- Réponse du cardinal Muñoz Duque

Monsieur le Président,

Je viens de recevoir votre lettre de ce jour. Je m'empresse d'y répondre, non sans vous exprimer d'abord ma peine devant ce que vous supportez dans la dignité et pour le service authentique de la Colombie dont nous sommes tous deux, à des plans différents, partie prenante.

J'apprécie comme il se doit l'expression sincère de votre considération pour le récent message pastoral de la conférence épiscopale sur la situation du pays. Je suis certain que, si tous ensemble, sans autre motivation que le

respect et le service du bien commun, nous faisons preuve d'une telle attitude réceptive, nous trouverions alors les voies de la concorde, du renouveau et de la paix.

Pour ce qui est de la raison d'être de votre lettre, je partage votre impression en ce sens que les déclarations de la conférence épiscopale ont "un caractère parfaitement impersonnel". Ce sont en effet des propositions adoptées après une large consultation dans les diocèses et les provinces ecclésiastiques, et après un dialogue, au cours de la dernière assemblée, entre l'ensemble des pasteurs conscients d'une situation faite de changement, de désorientation de la foi et d'inversion des valeurs morales.

Je puis donc certifier que les positions prises dans le document sont le résultat de la collaboration de l'ensemble des évêques et qu'elles ne sont et ne peuvent être dirigées, dans le domaine public, contre aucune personne en particulier, et encore moins être interprétées comme "une censure de la conduite du premier magistrat de la nation". Attribuer à tel ou tel prélat la responsabilité de tel ou tel paragraphe relève du simple ragot.

Que Jésus-Christ soit le norme du cœur des gouvernants et des gouvernés! Il est venu sur la terre pour nous apprendre à être frères. C'est lui qui mène l'histoire humaine, notre histoire. C'est lui l'artisan de l'ordre, du bon sens et de la paix.

En vous assurant de ma haute considération et de mon estime, je me redis votre dévoué serviteur.

Anibal, cardinal Muñoz Duque  
archevêque de Bogotá

6- Lettre de chrétiens et de prêtres de Bogotá aux évêques, en solidarité avec Mgr Rubiano (25 octobre 1981)

Monseigneur,

Avec une peine profonde, mais dans la fidélité à l'évangile qui nous pousse et exige de nous une participation responsable à la vie de l'Eglise comme peuple de Dieu, nous tenons à vous faire savoir notre vive préoccupation suite aux événements qui ont marqué la visite du président de la République à la ville de Cúcuta; à l'occasion de la réunion du haut gouvernement dans cette ville, en juin dernier.

Conformément à l'échange de lettres entre le président et le cardinal nous devrions, en toute logique, conclure que Mgr Pedro Rubiano, évêque de Cúcuta, le clergé et tant d'autres personnes qui ont manifesté leur opinion dans le même sens, n'ont pas raison. D'après les déclarations du président dans sa lettre au cardinal, Mgr Pedro Rubiano a péché par imprudence et s'est fait le promoteur du "roman-feuilleton de patelin pour absents qu'ont fait circuler des personnes n'ayant pas assisté à la réception (...) et ne pouvant donc être témoins honnêtes de quoi que ce soit, si ce n'est de ragots".

Nous connaissons l'esprit évangélique de Mgr Rubiano et son engagement en faveur des plus pauvres; nous avons su son souci de promotion de la justice à la présidence de la commission de pastorale sociale de l'épiscopat.

Nous sommes convaincus de son honnêteté de vie et, en même temps, de sa grande prudence de pasteur de l'Eglise. Aussi sommes-nous profondément affectés dans notre conscience chrétienne par la manière dont il a été traité.

Par cette lettre, nous tenons à manifester notre solidarité avec Mgr Pedro Rubiano et à exprimer notre confusion. Nous ne comprenons pas pourquoi, d'un côté, on semble discréditer un évêque qui a agi en conformité avec sa mission pastorale en protestant contre le comportement, publiquement scandaleux, du chef de l'Etat; et pourquoi, d'un autre côté, on enlève sa force au document de la conférence épiscopale qui fait clairement allusion à une situation condamnable relevant du domaine public. Quoi qu'il en soit, pour ce cas comme pour tant d'autres, il nous semble entendre une fois encore les paroles de la conférence épiscopale latino-américaine: "De toute façon, l'Eglise doit être prête à assumer courageusement et joyeusement les conséquences de sa mission, que le monde n'acceptera jamais sans résistance." (Puebla 161).

Fraternellement unis dans le Seigneur.

-----

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

-----

Abonnement annuel: France 210F - Etranger 245 F par voie normale  
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441